
Le SNPTES renouvelle l'exigence d'un financement pérenne et conséquent pour la réussite des étudiants dans le 1er cycle universitaire !

Laurent DIEZ, secrétaire général et Florence BAYEUX, secrétaire nationale

Suite à sa lettre ouverte envoyée au premier ministre, le SNPTES a été reçu par le directeur de cabinet de la ministre Frédérique Vidal et par la conseillère enseignement supérieur du Premier ministre. Depuis les concertations sur l'accès à l'enseignement supérieur, le SNPTES, loin d'une position dogmatique ou d'un ravissement béat, a tenu pragmatiquement le même discours : la réforme est ambitieuse et doit donc s'appuyer sur un investissement en adéquation et sur l'adhésion des personnels de l'enseignement supérieur. Sans cela, cette réforme est vouée à l'échec.

Le SNPTES a donc rappelé son exigence de voir un financement conséquent et pérenne pour enfin faire baisser le taux d'échec dans les premières années universitaires. En effet, les annonces de financement faites jusqu'à présent par madame la ministre ne correspondent pas aux besoins réels nécessaires à la mise en place de la réforme ORE dans les établissements. Actuellement, les équipes pédagogiques n'ont pas les moyens pour traiter l'afflux des demandes/vœux liées à Parcoursup et encore moins la possibilité de mettre en place les parcours « Oui Si » qu'exige la réforme. Le sous financement actuel ne pourra qu'aller à l'encontre de la réussite des étudiants, conduisant du coup une sélection cachée.

Devant cette évidence, le SNPTES demande, arguments à l'appui, un plan choc d'investissement d'au minimum 400 millions d'euros annuel pour la mise en place de la réforme du premier cycle, comprenant moyens humains et matériels. Cela pourrait intégrer ce que le SNPTES réclame depuis des années, à savoir un plan de programmation pour l'enseignement supérieur et la recherche. C'est à ce prix que la France maintiendra son rang en termes d'enseignement supérieur et de recherche et dans la réussite de ses étudiantes et étudiants. Le travail du SNPTES a conduit le gouvernement à enfin prendre conscience de la situation. Le SNPTES reste vigilant et attend donc des propositions concrètes à la hauteur des enjeux.

Choisy-Le-Roi, le 25 avril 2018